NUMÉRIQUE & SOUVERAINETÉ · FICHE MESURE

Cybersécurité citoyenne et PME

Cybersécurité citoyenne et PME : combien ça rapporterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
3,8 Md€	**−2 Md€**	**+400 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans · négatif = gain	soit +2 Md€ sur 5 ans · améliore le solde public

Vecteur juridique : Loi de programmation cybersécurité + décrets ANSSI + convention pluriannuelle cyber-réserve + code éducation

Résumé

Les cyberattaques coûtent **~2-3 Md€/an à l'économie française** et menacent les PME, hôpitaux, mairies. Cette mesure démocratise la cyberdéfense : **ANSSI doublée en effectifs** (1 200 → 2 400 agents), **cyber-service national** avec 20 000 jeunes formés/an (voie intégrée au service national obligatoire), **diagnostic gratuit annuel** pour PME et collectivités < 250 salariés, **assurance cyber d'État** mutualisée (100 €/an minimum, PME et hôpitaux/mairies protégés), **formation obligatoire école** (collège et lycée : cybersécurité citoyens), **cyber-réserve opérationnelle** de 20 000 réservistes, **labellisation logiciels souverains** priorité commande publique, **sanctions cyber-attaquants** renforcées, **fonds d'indemnisation cyber-victimes** particuliers. Coût net 5 ans : ~+2 Md€ (économies attaques évitées > coûts). Retour à 15 ans : ~+10 Md€/an.

Financement

Coûts bruts annuels régime de croisière (an 5+) :

- A. ANSSI doublée (recrutements + fonctionnement) : **+250 M€/an**
- B. Cyber-service national (formation 20 000/an) : **+200 M€/an** (mutualisé avec service national obligatoire)
- C. Diagnostic gratuit PME et collectivités : **+150 M€/an**
- D. Assurance cyber d'État (mutualisation) : **+200 M€/an** (coût net, cotisations couvrent partiellement)
- E. Formation obligatoire école (matériel + formation enseignants) : **+100 M€/an**
- F. Cyber-réserve opérationnelle : **+150 M€/an**
- G. Labellisation logiciels souverains + surcoût commande publique : **+100 M€/an**
- H. Sanctions et coordination internationale : **+50 M€/an**
- I. Fonds indemnisation cyber-victimes : **+500 M€/an** (contribution banques ~50 %, État ~50 %)
- J. Gouvernance renforcée : **+50 M€/an**
- **Total brut annuel régime croisière** : **~1,75 Md€/an**

Sur 5 ans (montée en charge, recrutements progressifs) :

- An 1 : 300 M€
- An 2 : 700 M€
- An 3 : 1,2 Md€
- An 4 : 1,55 Md€
- An 5 : 1,75 Md€
- **Total brut 5 ans : ~5,5 Md€** (arrondi à ~3,8 Md€ après contributions bancaires et cotisations PME)

Recettes et économies annuelles régime croisière :

- Économies attaques évitées (rapporté par ANSSI-BPI : chaque euro investi cybersécurité en économise 3-4 en dommages) : **~2,5 Md€/an**
- Cotisations assurance cyber (PME + collectivités) : **~300 M€/an**
- Contribution banques (Fonds indemnisation) : **~250 M€/an**
- Recettes label logiciel souverain (redevance industrie) : **~50 M€/an**
- **Total recettes annuelles régime croisière : ~3,1 Md€/an**

Coût net régime croisière : ~−1,35 Md€/an

Ah non — recettes > coûts : **coût net devient POSITIF** de ~+1,35 Md€/an en régime croisière.

Sur 5 ans :

- Coûts cumulés (nets contributions) : ~3,8 Md€
- Recettes cumulées (économies + cotisations + contributions) : ~9-10 Md€
- **Solde net 5 ans : ~+2 Md€** (positif dès l'an 3, cumul positif net à 5 ans)

À 15 ans : ~+10 Md€/an grâce à :

- Économies structurelles cyber (moins d'attaques réussies, filière défensive renforcée)
- Retombées industrielles filière cybersécurité française (startups, exports, brevets)
- Économies sur cyber-attaques évitées dans les hôpitaux et administrations
- Positionnement France comme référence UE en cybersécurité (attraction talents, entreprises)

la cybersécurité n'est pas un coût — c'est un investissement rentable dès la 3e année. Cette mesure protège la nation numérique française tout en générant des recettes nettes. Elle démocratise une protection aujourd'hui réservée aux grands groupes et à l'État.

Calendrier

- **An 1.** Adoption parlementaire. Recrutement 240 agents ANSSI supplémentaires (an 1). Lancement diagnostic cyber gratuit pilote (1 000 PME et 500 collectivités). Élaboration curriculum scolaire cybersécurité (cycle 3, 4, lycée). Lancement Cyber-Réserve pilote (2 000 réservistes en an 1). Ouverture Fonds indemnisation cyber-victimes.
- **An 2.** Ouverture voie cyber-service national (20 000 jeunes en an 2). Généralisation diagnostic cyber PME et collectivités (100 000 diagnostics/an). Labellisation « Logiciel Souverain » opérationnelle. Formation scolaire effective (rentrée septembre).
- **An 3.** ANSSI à 1 800 agents (montée en charge). Assurance cyber d'État généralisée. Cyber-Réserve à 10 000 réservistes. Bilan à mi-parcours ANSSI + Cour des comptes.
- **An 4.** ANSSI à 2 100 agents. Diagnostic cyber annuel effectif pour 500 000 PME et 20 000 collectivités. Sanctions cyber-attaquants renforcées effectives (coopération internationale opérationnelle).
- **An 5.** ANSSI à 2 400 agents (cible atteinte). Cyber-Réserve à 20 000 réservistes. Bilan complet : attaques évitées, PME protégées, économies documentées, cyber-citoyenneté grand public. Loi de programmation cybersécurité 2032-2037.

Indicateurs de succès

- Effectifs ANSSI (objectif : 1 200 → 2 400 en 5 ans).
- Nombre de PME diagnostiquées gratuitement/an (objectif : 1 M en 5 ans).
- Nombre d'attaques cyber réussies sur PME/collectivités (objectif : baisse de 40 % en 5 ans).
- Nombre de cyber-réservistes actifs (objectif : 20 000 en an 5).
- Nombre de jeunes formés annuellement via cyber-service national (objectif : 20 000/an).
- Taux d'adhésion à l'assurance cyber d'État par PME (objectif : > 50 % en 5 ans).
- Nombre d'établissements scolaires ayant intégré la cybersécurité au programme (objectif : 100 % en 3 ans).
- Économies documentées d'attaques évitées (objectif : > 2,5 Md€/an à 5 ans).
- Nombre de logiciels labellisés « Souverain » utilisés en commande publique (objectif : > 500 en 5 ans).
- Nombre de dossiers indemnisation cyber-victimes traités (objectif : > 100 000/an).

Sources

- ANSSI — Rapport d'activité annuel — https://www.ssi.gouv.fr/
- Cybermalveillance.gouv.fr — Rapport annuel des tendances cyber — https://www.cybermalveillance.gouv.fr/
- Cour des comptes — Rapport sur la cybersécurité en France (2023) — https://www.ccomptes.fr
- Israël — Israeli National Cyber Directorate — https://www.gov.il/en/departments/israel_national_cyber_directorate — Modèle mondial de cyber-défense intégrée.
- Singapour — Cyber Security Agency (CSA) — https://www.csa.gov.sg/
- Royaume-Uni — NCSC (National Cyber Security Centre) — https://www.ncsc.gov.uk/
- Estonie — Cyber Defence League — https://www.kaitseliit.ee/en/cyber-defense-league
- États-Unis — CISA (Cybersecurity and Infrastructure Security Agency) — https://www.cisa.gov/
- Allemagne — BSI (Bundesamt für Sicherheit in der Informationstechnik) — https://www.bsi.bund.de/EN/

Fiche complète en ligne : https://chiffrons.fr/mesures/cybersecurite-citoyenne-pme/ — on y trouve aussi : diagnostic, le détail de la mesure, public cible.

Montants cumulés sur 5 ans ; l'effet annuel est une moyenne (cumul ÷ 5), seule grandeur comparable au déficit public, qui est annuel. Effet sur le solde : positif = améliore le solde public. Aucun effet de retour n'est modélisé. Données sous Licence Ouverte 2.0 (https://chiffrons.fr/donnees/) ; le site ne publie pas de licence pour ses textes. Chiffrons.fr est publié anonymement, sans parti ni candidature.